

DOUGLAS HENRY

## RÉFUGIÉS SIERRA-LÉONAI ET AIDE HUMANITAIRE EN GUINÉE

LA RÉINVENTION D'UNE « CITOYENNETÉ DE FRONTIÈRE »

LE CONFLIT À LA FRONTIÈRE DE LA SIERRA LEONE ET DE LA GUINÉE A OBLIGÉ LA POPULATION À SE REGROUPER DANS DES CAMPS DE RÉFUGIÉS. DU CÔTÉ GUINÉEN, LES AUTOCHTONES HABITAIENT DES RÉGIONS SOUS-DÉVELOPPÉES ET DÉLAISSÉES PAR UN POUVOIR LOINTAIN ; LE HCR ET LES ONG ONT ALORS PARU SE SUBSTITUER À L'ÉTAT OU, DU MOINS, FOURNIR L'ÉQUIVALENT DE SERVICES PUBLICS. LES « CITOYENS » GUINÉENS ONT NATURELLEMENT VOULU BÉNÉFICIER DE CETTE MANNE. ILS ONT DONC JOUÉ SUR LES IDENTITÉS NATIONALES POUR RÉPONDRE AUX CRITÈRES DE SÉLECTION DES OPÉRATEURS DE L'AIDE. S'EST AINSI RÉINVENTÉE UNE « CITOYENNETÉ DE FRONTIÈRE » QUI, PAR SA FLUIDITÉ ET SES AMBIGUÏTÉS PERMANENTES, A LARGEMENT TRANSCENDÉ ET MANIPULÉ LES DÉFINITIONS ET LES CATÉGORIES NATIONALES DU SYSTÈME HUMANITAIRE.

« Vous savez, les Guinéens nous disaient qu'avant l'arrivée des réfugiés, ils ne savaient même pas qu'ils habitaient en Guinée. Il n'y avait rien ici, pas de routes. Mais trois mois après, un employé de l'Onu est venu et nous a dit de partir : tous les réfugiés devaient être dans un camp... Beaucoup de gens voulaient rester en ville. Mais il a dit : non, nous ne permettrons pas aux réfugiés de rester ici. Si vous habitez en ville, nous ne vous considérerons pas comme des réfugiés. Et nous ne vous apporterons pas d'aide. »

Le secrétaire du camp de Kolomba, à la frontière de la Guinée et de la Sierra Leone.

**À** la frontière de la Sierra Leone et de la Guinée s'étendent des régions reculées que les habitants, principalement des Mandé et des Kissi, avaient l'habitude de parcourir librement en franchissant la rivière Meli pour aller de part et d'autre commercer, chasser ou rendre visite à la famille. Mais tout cela a brusquement changé en mars 1991, lorsque des attaques de rebelles

libériens, burkinabè et sierra-léonais ont marqué les débuts d'un conflit au cours duquel de 20 000 à 70 000 personnes ont été tuées et au moins 2,5 millions déplacées, soit à l'intérieur de la Sierra Leone, soit vers la Guinée et le Liberia.

En Sierra Leone, écoles, banques, cliniques, ponts, églises et hôpitaux ont été gravement endommagés ou détruits. Adeptes de la terreur, les rebelles se sont surtout fait connaître en coupant les bras et les jambes des paysans. Pareille violence a diversement été interprétée<sup>1</sup>. Certains y ont vu la main de Charles Taylor, président du Liberia voisin, qui a soutenu les rebelles et cherché à prendre le contrôle d'un commerce de diamants fort fructueux en Sierra Leone. D'autres ont davantage insisté sur les logiques endogènes d'un mouvement qui exprimait le ressentiment des jeunes et des exclus à l'encontre des élites corrompues de Freetown.

De part et d'autre de la rivière Meli, les Mandé et les Kissi, eux, ont compris et vécu la guerre de façon très différente. Sur place, les habitants de la région ont assisté à l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés et ont, pour la première fois, goûté aux charmes du système international d'aide humanitaire. En l'espace de quelques mois, ces contrées, qu'aucun officiel de haut rang n'avait jamais visitées, ont vu déferler des soldats, des Land Cruisers et des experts européens, suivis de la construction de routes, de puits, d'écoles et d'hôpitaux. Déterminée par des distinctions statutaires entre autochtones et réfugiés, une mobilisation aussi massive a vite aiguisé les identités collectives et les sentiments d'appartenance nationale. L'article qui suit montre ainsi comment la fourniture d'une aide internationale a précipité et remodelé les consciences « nationales » le long de la frontière. Tant pour les « réfugiés » sierra-léonais que pour les « citoyens » guinéens, s'adapter au système humanitaire a au moins été aussi important qu'apprendre à se connaître les uns les autres.

---

#### L'AIDE EN EAUX TROUBLES

On sait combien, en Afrique, la contraction formelle de l'État postcolonial a contribué à fragmenter le pouvoir dès lors que des seigneurs de guerre tiraient parti de leur implantation régionale et se rebellaient pour tenter de

---

1. P. Richards, *Fighting for the Rainforest: War, Youth, and Resources in Sierra Leone*, Oxford, James Currey, 1996; W. Reno, « African weak states and commercial alliances », *African Affairs*, 96 (383), 1997, pp. 165-185; I. Abdulla et P. Muana, « The Revolutionary United Front of Sierra Leone: a revolt of the lumpenproletariat », in C. Clapham (ed.), *African Guerrillas*, Oxford, James Currey, 1998, pp. 172-201; I. Smillie, L. Gberie et R. Hazleton, *The Heart of the Matter: Sierra Leone, Diamonds, and Human Security*, Ottawa, Partnership Africa-Canada, 2000.

prendre le contrôle de ressources en voie de raréfaction<sup>2</sup>. En l'absence d'armées dignes de ce nom, les gouvernements centraux ont essayé de contenir ces oppositions en passant des contrats avec des compagnies militaires privées, en nouant des alliances bilatérales ou en faisant appel aux forces de maintien de la paix de l'Onu. Si elles ont dû abandonner certaines des prérogatives régaliennes d'un État formel, les autorités n'y ont pas tout perdu. Le développement d'un « État fantôme » leur a notamment permis, pour leur plus grand profit, d'accaparer les ressources disponibles<sup>3</sup>. De leur côté, les organismes d'assistance aux réfugiés, au premier rang desquels le HCR, ont préféré traiter avec de tels gouvernements plutôt que de devoir négocier avec des mouvements rebelles aux contours flous. Résultat, les « humanitaires » ont dû assurer les fonctions sociales d'États défaillants : l'éducation, la santé, le développement économique<sup>4</sup>.

Les travers de l'assistance internationale et la nature ambivalente de ses interventions dans des pays en guerre commencent désormais à être connus<sup>5</sup>. Ont notamment été critiquées des approches descendantes qui laissaient peu de place à la participation des réfugiés ou des autochtones et finissaient par créer des « syndromes de dépendance » à l'égard de l'aide. Malkki dénonce par exemple la façon dont certains programmes humanitaires ont pu agir comme une force d'encadrement néocoloniale et réduire au silence les réfugiés qui leur résistaient. Les régimes d'assistance ont souvent nié les savoir-faire locaux et censuré les possibilités d'expression, interdisant aux individus « de sortir de la foule et de demander le micro pour parler devant la caméra<sup>6</sup> ». Les déplacés et les habitants des régions forestières le long de la frontière entre la Sierra Leone et la Guinée n'y ont évidemment pas échappé. Mais, avec le temps, ils ont réagi et développé des stratégies visant à réinvestir les programmes qu'on voulait leur imposer.

---

#### **DIVISER POUR MIEUX RÉGNER**

Comme ailleurs en Afrique, les zones frontalières entre la Sierra Leone et la Guinée traversent les mêmes groupes ethniques. Jusqu'en 1991, cela n'a guère empêché de passer d'un pays à l'autre pour se rendre en ville ou au village au gré des responsabilités familiales et des opportunités en matière d'éducation ou d'emploi. Dans bien des cas, les déplacés de Sierra Leone arrivés après 1991 ont ainsi retrouvé en Guinée des membres de leur famille élargie. Un certain nombre d'entre eux ont été absorbés de cette façon, en tant qu'invités. Aruna, un ancien du village de Luankoli en Guinée, raconte :

« Avant la guerre, on avait l'habitude d'aller et venir des deux côtés, si bien qu'il y avait beaucoup de mélange chez nous. Donc, quelqu'un comme ça, si vous avez des problèmes, vous devez aller chez votre frère. Nous sommes tous les mêmes. Quand ils pleurent, on pleure. »

Le HCR, cependant, a considéré que le passage de la frontière séparait radicalement la catégorie des « réfugiés » sierra-léonais de celle des « citoyens » guinéens. Loin d'être neutres et purement techniques, de telles distinctions ont vite eu une portée politique, car elles ont conditionné les modalités de distribution de l'aide et ont obligé les bénéficiaires des procédures d'assistance à s'identifier par rapport à la frontière. Les premiers réfugiés ont ainsi obtenu de la nourriture, des bâches, des seaux, des matelas et des ustensiles de cuisine, ce qui a bien entendu suscité la jalousie de citoyens dont les conditions de vie n'étaient guère meilleures. Mamadii, un habitant guinéen du village de Luankoli, s'indignait en ces termes :

« Il n'y a pas que les réfugiés qui ont souffert de la guerre. Lorsqu'ils sont arrivés dans notre village, il est devenu très difficile de trouver de la nourriture. Nous avons dû nous entasser et nous avons rapidement épuisé nos réserves. J'étais le "secrétaire" du village à l'époque. Nous avons tous écrit nos noms [sur les listes d'enregistrement des réfugiés du HCR], mais nous n'avons rien obtenu. On a alors essayé d'aller s'enregistrer à Kondou et à Kolomba, toujours sans résultats... même pas un kilo de vivres. Au contraire, certains réfugiés ont commencé à recevoir une assistance. Quand des approvisionnements sont enfin arrivés au village, on nous a dit que nos noms n'étaient pas "dessus". Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore pu retrouver le plein usage de nos points d'eau, de nos champs et de nos fermes. »

- 
2. A. Mbembe, « Provisional notes on the postcolony », *Africa*, 62 (1), 1992, pp. 3-37 ; M. Ayoob, *The Third World Security Predicament : State Making, Regional Conflict, and the International System*, Boulder, Co, Lynne Rienner, 1995 ; W. Reno, *Warlord Politics and African States*, Boulder, Co, Lynne Rienner, 1998.
  3. W. Reno, *Corruption and State Politics in Sierra Leone*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; W. Reno, « African weak states and commercial alliances... », art. cit.
  4. B. Harrell-Bond, *Imposing Aid : Emergency Assistance to Refugees*, Oxford, Oxford University Press, 1986 ; R. Marchal, « Production sociale et recomposition dans l'exil : le cas érythréen », *Cahiers d'études africaines*, n° 101-108, XXVII (3-4), 1987, pp. 393-410.
  5. D. Gallagher, « The evolution of the international refugee system », *International Migration Review*, n° 23, 1989, pp. 579-598 ; B. Harrell-Bond, *Imposing Aid... , op. cit.*, B. Harrell-Bond, « Creating marginalised dependent minorities : relief programs for refugees in Europe », *Refugee Studies Program Newsletter*, n° 15, 1993, pp. 14-17 ; A. Zolberg, A. Suhrke et S. Aguayo, *Escape from Violence : Conflict and the Refugee Crisis in the Developing World*, Oxford, Oxford University Press, 1989 ; A. de Waal, *Famine Crimes : Politics and the Disaster Relief Industry in Africa*, Oxford, African Rights, James Currey, 1997 ; L. Malkki, « National geographic : the rooting of peoples and the territorialization of national identity among scholars and refugees », *Cultural Anthropology*, 7 (1), 1992, pp. 24-44, et « Refugees and exile : from "refugee studies" to the national order of things », *Annual Review of Anthropology*, n° 24, 1995, pp. 495-523 ; E. Roe, « Except Africa : postscript to a special section on development narratives », *World Development*, 23 (6), 1995, pp. 1065-1069 ; A. Kleinman et J. Kleinman, « The appeal of experience ; the dismay of images : cultural appropriations of suffering in out times », in A. et J. Kleinman *et al.* (eds), *Social Suffering*, Berkeley, University of California Press, 1997, pp. 1-24 ; H. Williams, « Families in Refugee Camps », *Human Organization*, 49 (2), 1990, pp. 100-109 ; R. Marchal, « Production sociale et recomposition dans l'exil... », art. cit.
  6. L. Malkki, « Speechless emissaries : refugees, humanitarianism, and dehistoricization », *Cultural Anthropology*, 11 (3), 1996, p. 390.

Au vu des ressources en jeu, la séparation *a priori* abstraite entre citoyens et réfugiés a ainsi pris une dimension très concrète. Sous prétexte de prévenir les risques de choléra, il a été demandé aux réfugiés de quitter la colline du village guinéen de Kolomba et de construire en contrebas des huttes, les *baffa*. Quand j'ai demandé pourquoi, le secrétaire du camp de Kolomba m'a répondu :

« Je pense qu'ils ne veulent pas qu'on se mêle aux citoyens. La nourriture qu'ils apportent est juste pour les réfugiés, pas pour les citoyens. Seuls les occupants du camp peuvent être enregistrés et en bénéficier. »

De telles séparations ont indéniablement modifié les rapports entre « citoyens » et « réfugiés ». Elles ont figé des distinctions autrefois fluides et ont si bien envenimé les relations entre les deux groupes que des hostilités ont éclaté. Nombre d'histoires rapportent comment des Guinéens vengeurs ont mis le feu aux *baffa* des réfugiés et ont dénoncé à l'armée de prétendus collaborateurs des rebelles afin de chasser des hôtes devenus gênants. Les modalités de la redistribution des ressources du HCR ont clairement mis un terme aux obligations mutuelles que se devaient les familles de part et d'autre de la frontière<sup>7</sup>.

L'intervention des organisations onusiennes auprès des réfugiés de Sierra Leone en Guinée a non seulement figé la frontière mais aussi contribué, par la même occasion, à redessiner les contours de l'État-nation : une logique que l'on retrouve d'ailleurs à propos des opérations de paix<sup>8</sup>. Le paradoxe en la matière est que, d'une manière générale, les frontières des pays du Sud sont devenues de plus en plus rigides au moment même où celles des Occidentaux se diluaient dans l'universalité du « sans frontiérisme » et tendaient à s'effacer, tout au moins à l'intérieur des limites du monde développé. Pour les Guinéens des zones frontalières, une telle affirmation des champs nationaux s'est accompagnée d'une prise de conscience douloureuse de leur propre marginalité au sein d'un État qui, jusqu'alors, ne s'était guère occupé d'eux<sup>9</sup>. L'aide aux réfugiés, de ce point de vue, a été d'autant plus mal ressentie qu'elle mettait en évidence le dénuement des citoyens guinéens.

---

#### LA PRISE DE PAROLE

Ces derniers ont cependant fini par manipuler à leur tour le système de manière à recevoir la part qui leur revenait « de droit ». Pour contourner les définitions des Nations unies, ils ont notamment appris à « devenir » des réfugiés ! Discutant avec un célèbre guérisseur traditionnel, spécialiste des déplacés, je m'en suis aperçu pour la première fois à l'occasion de la visite d'un camp situé à environ une demi-heure de marche de Kolomba : au milieu, près du puits, trônait une jolie maison avec une véranda en ciment et un toit en métal.

Une pareille structure contrastait beaucoup avec les autres habitations, qui étaient faites de bric et de broc et dont les toits de chaume étaient recouverts des fameuses bâches du HCR. Je pensais que la seule personne capable de se construire une maison en dur devait être le chef du camp. Mais le guérisseur, me regardant à la dérobée, m'a avoué qu'en réalité ladite maison appartenait à un citoyen « devenu » réfugié pour profiter de la proximité du puits. De pair avec un glissement de statut du « citoyen » vers le « réfugié », un tel déplacement à l'intérieur du camp a ainsi provoqué un dédoublement identitaire dont la fluidité a permis de transcender la rigidité des catégories du HCR<sup>10</sup>. Aruna, un Kissi rencontré dans un village guinéen près de Kolomba, s'en explique :

« Quand les réfugiés ont commencé à arriver, nous avons tous construit des *baffa* pour bénéficier d'une aide. On avait ces endroits-là à nous et, en général, on essayait d'y laisser un frère. Comme ça, s'il avait vent de quelque chose, on avait toujours un *baffa* où aller... Certaines provisions, ils ne vous les donnent que si vous avez un *baffa*. C'est donc mieux d'avoir quelqu'un sur place. »

À dire vrai, le personnel des Nations unies a vite pris conscience des problèmes que posait la distribution de vivres pour les seuls réfugiés. Plusieurs mois, voire des années après l'arrivée des Sierra-Léonais, des ONG ont pris l'initiative de donner aux Guinéens des semences, de la nourriture et quelques outils agricoles. Placés sous la coupe du ministère guinéen de la Santé, dans le cadre d'un Programme d'assistance aux réfugiés libériens et sierra-léonais, les services sanitaires, eux, ont été conçus dès le départ pour les réfugiés aussi bien que pour les citoyens. Le système a surtout consisté à renforcer les

7. Melissa Leach relève d'ailleurs de pareils phénomènes entre les réfugiés libériens et leurs hôtes du pays mandé en Sierra Leone. Voir M. Leach, *Dealing With Displacement*, Sussex, GB, Institute of Development Studies, coll. « IDS Research Reports, 22 », 1992.

8. A. Ghosh, « The global reservation : notes toward an ethnography of international peacekeeping », *Cultural Anthropology*, 9 (3), 1994, p. 421.

9. A. Mbembe et J. Roitman, « Figures of the subject in times of crisis », *Public Culture*, 7 (2), printemps 1995, pp. 323-352.

10. Le procédé, notons-le, n'est pas vraiment nouveau : en Sierra Leone, Mariane Ferme observe de semblables recompositions avec l'introduction de recensements et d'un « impôt sur les huttes » ; voir M. Ferme, « The violence of numbers : consensus, competition, and the negotiation of disputes in Sierra Leone », *Cahiers d'études africaines*, n° 150-152, XXXVIII (2-4), 1998. Dans certains cas, la sous-représentation fut importante car le dénombrement des foyers déterminait le niveau d'imposition et de conscription ; dans d'autres, au contraire, on a exagéré le nombre d'habitants, qui conditionnait l'accès à des programmes de développement.

dispensaires locaux et les hôpitaux de district<sup>11</sup>. Dans de nombreux cas, cependant, les infrastructures existantes étaient si délabrées qu'il a fallu construire de nouvelles installations, en l'occurrence à proximité des camps.

Résultat, il est aussi arrivé que des Sierra-Léonais se présentent comme guinéens. En 1997, une ONG américaine a décidé de distribuer des outils agricoles et des plants de riz afin d'encourager la population à travailler en échange de la nourriture qu'on lui donnait. Ouvertes aux réfugiés comme aux autochtones, ces « coopératives de travail » étaient censées défricher et cultiver les terres autour des camps afin de promouvoir l'autosuffisance de la population et d'améliorer les relations entre les uns et les autres.

Du même coup, sous la pression des bailleurs de fonds, les ONG ont dû recenser de plus près les participants aux programmes qu'elles patronnaient. L'idée était d'empêcher une inflation artificielle du nombre de réfugiés, qui conditionnait le montant de l'aide. On a donc entrepris de vérifier les noms enregistrés dans les « coopératives » en les comparant avec les listes des réfugiés du HCR à Guéckédou, le chef-lieu de la région. Les Guinéens n'ont pas été épargnés. Des inspecteurs ont effectué des visites surprises afin de recouper les noms des travailleurs inscrits dans un projet, quitte à obliger ces derniers à rester assis de longues heures en attendant la fin du décompte. Pour dépister les imposteurs et les absents, les représentants des ONG sont parfois allés jusqu'à demander aux enfants présents les noms de leurs parents, ce qui a évidemment suscité bien des tensions.

Avec les meilleures intentions du monde, les ONG se sont ainsi retrouvées à diriger des coopératives, en contradiction avec l'esprit mutualiste du système d'assistance traditionnelle des paysans mandé de la région, le *clohbi* – parfois orthographié *kombi*. Généralement de petite taille, un *clohbi* reposait sur des liens de parenté ou de voisinage et répondait à des besoins spécifiques : la construction d'une maison, des récoltes, la saison des labours ou des semences... À l'inverse, les « coopératives de travail » étaient des entités dépersonnalisées, trop grandes et imposées par des intervenants extérieurs.

Les réfugiés n'ont donc eu aucun scrupule à exploiter le système. Ils ont fait semblant de cultiver la terre et ont gonflé les chiffres des participants afin d'obtenir plus d'aide. Un réfugié a pu, à lui seul, assumer l'identité de deux ou plusieurs citoyens, souvent dans différents projets. Une telle manipulation, il est vrai, arrangeait aussi les ONG, elles-mêmes tributaires de la dynamique des projets pour justifier les financements des bailleurs.

**V**eillons cependant à ne pas dresser un portrait désastreux des Sierra-Léonais et des Guinéens de la région, trop souvent présentés comme des « fraudeurs », des « intrigants » et des « tricheurs ». En réalité, les occupants des

camps et des villages alentour étaient souvent malades, mal nourris, désorientés et fort pauvres. Presque personne ne s'est enrichi à ce petit jeu. Les changements d'identité le long de la frontière ont surtout consisté à résister aux interférences d'acteurs étatiques incarnés par les organismes internationaux chargés de la redistribution de l'aide. Il a fallu apprendre à retourner le système à son avantage pour échapper à des catégories trop rigides, quitte à créer la confusion auprès des opérateurs humanitaires. Des réfugiés ont pu devenir citoyens et, à l'inverse, des citoyens, réfugiés.

Autre conséquence notable, la population a découvert que les manipulations d'identité et de nombre procuraient un pouvoir, car elles permettaient de négocier l'arrivée de l'aide, d'acquérir une dimension internationale et de « s'emparer du micro » pour communiquer sa détresse au reste du monde. À moins de céder à une « héroïsation » par trop romantique, ces modes de résistance n'ont certes pas tous porté leurs fruits<sup>12</sup>. Le système humanitaire a parfaitement su canaliser les mécontentements et réduire au silence les dissidences. Paradoxalement, les stratégies de la population ont valorisé la dépendance et ont souvent contribué à renforcer les stéréotypes à propos de la passivité des réfugiés, quitte à justifier, aux yeux des humanitaires, la poursuite d'interventions ascendantes, voire agressives. Mais c'était le prix à payer pour obtenir une assistance matérielle. La question identitaire, devenue centrale dans la détermination des niveaux de « vulnérabilité », a ainsi dominé les relations entre les donateurs et les bénéficiaires de l'aide, reconfigurant complètement les notions de « citoyen » et « réfugié » ■

Douglas Henry

Community Prevention and Intervention, University of Texas, Dallas

Traduction de Christine Fauvelle-Aymar et Marc-Antoine Pérouse de Montclos

11. W. Van Damme, *Medical Assistance to Self-Settled Refugees : Lessons from Guinea, 1990-1996*, Ph. D., Faculty of Medicine and Pharmacy, Department of Public Health, Institute for Tropical Medicine, Anvers, Belgique, [non publ.], 1998.

12. L. Abu-Lughod, « The romance of resistance : tracing transformations of power through bedouin women », *American Ethnologist*, 17 (1), 1990, pp. 41-55.